

« Les États-Unis ont envahi l'Irak pour son pétrole. »

Considérons les choses de manière simple. La différence fondamentale entre la Corée du Nord et l'Irak tient au fait qu'économiquement, nous n'avions pas d'autre choix en Irak. Le pays baigne dans une mer de pétrole.

Déclaration du secrétaire d'État américain
à la Défense Paul Wolfowitz, 31 mai 2003

Nombreux sont ceux qui, par hostilité à l'intervention militaire américaine en Irak, affirment en 2003 qu'en envahissant le pays, les États-Unis cherchent à faire main basse sur ses ressources pétrolières. Si cette assertion n'est pas dénuée de fondements et constitue toujours un argument de premier plan pour les anti-guerre, elle n'en travestit pas moins une réalité et des enjeux bien plus complexes qu'il n'y paraît.

Au-delà du seul contexte sécuritaire suscité par les attentats du 11 septembre 2001 et de la volonté d'en découdre définitivement avec Saddam Hussein, accusé de détenir des armes de destruction massive et de collusion avec l'organisation terroriste d'Al-Qaïda, l'administration de George W. Bush s'est bien penchée, au moment de sa décision, sur l'or noir irakien qui représente les réserves parmi les plus importantes au monde. Il est de notoriété publique que plusieurs membres de cette administration entretenaient des rapports étroits avec l'industrie pétrolière et nourrissaient certaines visées sur les ressources détenues par l'Irak. Ainsi, les auteurs du plan qui visait à libérer le pays de la dictature et à le transformer en une démocratie pro-occidentale tablaient sur la quête de nouvelles réserves et sur l'augmentation rapide de la

capacité de production en hydrocarbures de l'Irak post-baasiste pour inonder les marchés internationaux. Dans leur esprit, une telle hausse devait non seulement permettre un effondrement des cours du pétrole, favorable à la reprise de la croissance américaine, mais également un renversement des « États voyous » (*Rogue States*) tels l'Iran et la Libye – advenu en 2011 pour le second. Une série de documents officiels accessibles en vertu du *Freedom Information Act* rendent compte de cette motivation, discutée en amont de la guerre par des groupes comme l'*Energy Infrastructure Planning Group* du Pentagone, qui entendait prendre en main l'industrie pétrolière irakienne après la chute de Saddam Hussein, et l'*Oil and Energy Working Group* formé par le Département d'État en vue de discuter des affaires pétrolières. Les majors anglo-saxonnes (ExxonMobil, BP, Shell) n'étaient pas non plus absentes de ces discussions et attendaient de pied ferme leur retour sur le sol irakien.

En 2003, cette stratégie apparaît au demeurant convaincante. Les réserves irakiennes atteignant les 112 milliards de barils, on estime que la fin du monopole étatique sur le pétrole – son exploitation ayant été nationalisé par Saddam Hussein en 1972 – et l'utilisation de technologies de pointe faciliteront une croissance exponentielle de la production. Dans le cadre d'une privatisation large, il est anticipé depuis Washington que Bagdad augmentera sa capacité d'au moins deux millions de barils par jour en quelques années. Or, lorsque l'avant-garde néo-conservatrice met son plan sur la table en 2002, elle se heurte à une succession d'oppositions. Tout d'abord, si l'effondrement des cours du baril de brut est certes susceptible d'ébranler l'assise financière d'États ennemis et d'accélérer leur réforme politique, celui-ci menace aussi l'économie de pays alliés aux États-Unis tels que

l'Arabie saoudite, le Koweït, le Canada ou encore la Norvège. En outre, plus les cours du pétrole seront bas, moins les futurs investissements en Irak seront profitables.

Au fil du conflit, plusieurs agences fédérales américaines vont par conséquent prendre leurs distances avec ces propositions. D'une part, leurs représentants ont compris qu'il est improbable que la production irakienne s'envole et qu'elle prendra, au contraire, du temps à retrouver ses plus hauts niveaux historiques. L'environnement sécuritaire marqué par une violence chronique et l'enlisement de la guerre achèvent de les persuader. D'autre part, la reprise de la production irakienne nécessitera des investissements très lourds pour remettre sur pied des infrastructures (oléoducs, puits, réservoirs) dévastées par plusieurs conflits militaires et par l'embargo. Enfin, il apparaît évident aux décideurs américains les plus perspicaces qu'ils ne pourront raisonnablement compter sur les revenus pétroliers générés pour rembourser les milliards de dollars que représente le coût de la guerre engagée par les États-Unis.

L'idée d'une privatisation de l'exploitation pétrolière en Irak bute, de surcroît, sur de vives critiques une fois le régime de Saddam Hussein renversé. Certains courants de l'opposition irakienne, indifféremment de leurs positions politiques respectives, la dénoncent en rappelant qu'un bon usage des revenus du pétrole reste l'une des priorités de la reconstruction et que leur contrôle doit revenir au nouvel État irakien. La question pétrolière conserve d'importants accents patriotiques en Irak et nombreux sont ceux, y compris plusieurs figures du gouvernement de transition, qui s'insurgent contre une usurpation des revenus de la rente par des puissances étrangères. Cette opposition est d'autant plus marquée qu'au début du

conflit, la coalition, chargée de la gestion des revenus pétroliers dans le cadre du Fonds de développement pour l'Irak (*Development Fund for Iraq*), s'est vue fustigée pour les avoir détournés et dilapidés avant le transfert de souveraineté au gouvernement intérimaire irakien en juin 2004.

Illustration de la déroute des plans néoconservateurs, lorsqu'en juin 2009 le gouvernement de Nouri al-Maliki ouvre les premiers appels d'offres concernant six champs pétroliers, ce sont les compagnies britannique BP et chinoise CNPC qui remportent l'adjudication sur les 32 majors en lice, loin devant le consortium ExxonMobil qui n'est pas retenu et s'oriente dès lors vers le Kurdistan autonome qui, à l'été 2007, s'est doté de sa propre loi sur le pétrole et signe de juteux contrats avec plusieurs entreprises internationales. Autre preuve que Bagdad n'est pas prête à céder le contrôle de sa production pétrolière, les compagnies étrangères ont pour obligation de s'associer avec l'une des deux sociétés nationales et de partager la gestion des gisements qu'elles financent seules. Elles ne sont pas rémunérées à travers un prélèvement de la production mais sur la base d'un montant fixe par baril produit, et uniquement après avoir atteint le seuil fixé par le gouvernement. La réalité du terrain est donc loin d'être en faveur d'une quelconque « accapARATION » du pétrole irakien par l'étranger.

La violence omniprésente à laquelle l'Irak se voit confronté, sur fond d'une conquête jihadiste qui s'étend sur plusieurs années (2014-2017) et dont les artisans ont fait main basse sur la contrebande pétrolière, et d'une instabilité récurrente des cours du brut sur les marchés, rend encore plus hypothétique un rétablissement économique rapide. Or le pétrole demeure indispensable pour financer la reconstruc-

tion des infrastructures irakiennes, relancer l'emploi dans un pays frappé par un chômage structurel (officiellement de 14,9 % en 2020, les moins de 25 ans en représentant une large part), rémunérer les millions de nouveaux employés du secteur public (fonctionnaires, forces de sécurité, policiers) et enfin ramener vers la vie civile ceux qui ont fait le choix des armes. La remise en état des installations pétrolières tarde en raison de la violence, des actes de sabotage, et il faudra des milliards de dollars pour remettre l'ensemble de la production à niveau. Cet effort est en cours mais les prochains gouvernements devront en faire leur priorité, ce qui est encore loin d'être le cas.

Contestation dans les provinces pétrolifères du sud

Depuis de longues années, le grand sud irakien, qui regorge des ressources en hydrocarbures parmi les plus importantes du pays, se trouve en proie à de violentes manifestations liées à la dégradation continue des conditions de vie des travailleurs et des populations locales. Jusque récemment, cette réalité s'était vue éclipsée du fait de l'hyper-attention médiatique accordée au phénomène jihadiste, renvoyant une image de stabilité trompeuse dans ces régions.

Or, depuis des années déjà, les Irakiens descendent dans les rues de Bassora et d'autres localités des provinces de Dhir Qar, Mayssan, Karbala et Najaf pour exprimer leur colère face à la corruption, au chômage, à la vétusté des infrastructures, à l'absence de services publics, au manque d'alimentation en eau et en électricité, mais aussi en réaction à la faim. Pareille mobilisation populaire se fait l'écho du rejet plus ample par la population d'élites considérées comme inefficaces et qui n'ont jamais pris en compte leurs besoins les plus élémentaires. Les conseils provinciaux et quartiers généraux des

gouverneurs ont été visés par les protestataires comme autant de symboles d'un système en crise, pour ne pas dire déliquéscent.

Champs pétroliers, installations et raffineries, autant de symboles d'une rente dont les revenus représentant près de 90 % du budget fédéral sont détournés et ne participent quasiment pas à la création d'emplois, sont attaqués et, dans certains cas, incendiés. En réponse, le mouvement contestataire n'a cessé de gagner en ampleur dans le sud et depuis 2011, les manifestations se succèdent. En 2015, rappelons que le leader chiite Moqtada al-Sadr, alors déjà vainqueur de deux élections législatives, avait lancé une « révolution de la faim » qui dénonçait l'oppression, l'injustice et la pauvreté dans des territoires pourtant riches en ressources naturelles. Cette instrumentalisation des griefs locaux a sans doute beaucoup joué dans sa popularité grandissante.